

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
23 août 2012
n° 2241
1,30 €

AB, Université d'été

Sylviane Alaux



**INSTITUTION
IPARRALDE**

“ma conviction est profonde”

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Altius, citius, fortius

La trêve aura duré le temps des Jeux. Le temps pour Ecosais et Anglais réunis au sein de Team GB, de faire ample moisson de médailles olympiques. Mais dès que les clamours des stades se sont tués, les congratulations entre les responsables politiques des deux nations ont cessé. Le bras de fer, qui n'est pas discipline olympique, entre Edinburgh et Londres a repris de plus belle.

L'enjeu est connu. Le gouvernement autonome d'Alex Salmond s'est engagé, au cours de la campagne électorale qui a conduit le SNP (Scottish national party) à la majorité absolue au parlement de Holyrood le 6 mai 2011, à organiser un référendum sur l'indépendance de l'Ecosse avant le terme de la mandature. Mais, conscient que la majorité des Ecosais n'est pas encore convaincue de la pertinence d'une indépendance totale, le très politique chef du gouvernement autonome veut soumettre une deuxième question au référendum. Elle porterait sur ce qu'il est convenu d'appeler une «devo-max» (dévolution maximum) qui proposerait un élargissement considérable des compétences actuellement détenues par Holyrood. Depuis la loi de Dévolution de 1998, ratifiée par référendum, le gouvernement autonome d'Edinburgh régit l'éducation, la santé, la police, la justice, les transports, l'environnement et la fiscalité locale. Si devait s'y ajouter la maîtrise fiscale et financière, le statut écossais serait, et de loin, l'un des plus avancés d'Europe, ne laissant au gouvernement britannique que la défense, les affaires étrangères et la contribution à l'UE.

Les Anglais, appuyés par les responsables travaillistes et conservateurs écossais opposés à l'indépendance, ne l'entendent pas de cette oreille. Convaincus que les indépendantistes sont minoritaires – les enquêtes d'opinion donnent entre 35 et 40% favorables à la séparation – ils veulent la tenue de la consultation dès le début 2013 et s'opposent farouchement à la question subsidiaire proposée par Salmond. Pour eux, c'est l'indépendance ou rien.

S'ajoute à cela, le différend sur la légitimité du gouvernement autonome à poser la question à la population écossaise. Salmond refuse tout droit de regard de Westminster sur la date et les conditions de la consultation. Il s'appuie sur le Scotland Act de 1998 – la loi qui régit l'autonomie écossaise – dont l'article 30 donnerait pouvoir au parlement autonome de transférer de Westminster à Holyrood les compétences concernant l'administration de l'Ecosse. Pas sans l'aval de Westminster, rétorquent les tenants de l'union.

On en était là jusqu'à la semaine passée où la Commission des affaires écossaises du parlement de Londres a recommandé aux députés de voter une loi confirmant aux Ecosais le droit d'organi-

ser le référendum. Le mémorandum de la Commission, pourtant composée d'unionistes, dont le titre – The Referendum on separation for Scotland: making the process legal – traduit clairement l'objet, préconise que le parlement britannique vote cette loi, pour rendre la consultation « légalement et moralement inattaquable » et s'épargner des années de procédures pour inconstitutionnalité.

Avec le pragmatisme qu'on leur connaît, les députés de Westminster voteront sans doute cette loi, laissant à Salmond toute latitude pour fixer les modalités de la consultation et la rédaction de la question ou des questions à poser. Ce sera pain béni pour le chef du gouvernement écossais, politicien avisé et pragmatique. Les citoyens des Highlands se montrent très majoritairement satisfaits de la façon dont le SNP gère les compétences qui sont dévolues au gouvernement autonome. Car la politique sociale de Holyrood tranche nettement avec les coupes sombres que le parti conservateur de Cameron effectue à Londres dans les dépenses de santé, d'éducation ou de protection sociale.

S'ils ne sont pas encore prêts à se séparer totalement du reste du Royaume-Uni, ils approuveraient, à plus des deux tiers, la seconde option, celle de l'indépendance fiscale et financière, tout en restant membres du royaume. C'est sans doute l'objectif non avoué de Salmond: se donner un peu de temps pour apporter à ses concitoyens la preuve qu'une Ecosse financièrement indépendante est viable et préparer ainsi les esprits à franchir le dernier pas.

On reste admiratif devant la manière dépassionnée dont la question du renforcement des droits des peuples historiques est abordée en Europe du Nord. On l'avait constaté au Danemark dans la marche vers l'indépendance du Groenland. On l'avait déjà vérifié en Angleterre où conservateurs et travaillistes ont œuvré successivement pour faciliter la résolution du conflit Nord-Irlandais. On le voit encore avec le projet de référendum en Ecosse dont personne outre-Manche ne conteste la légitimité.

La maturité politique que traduit cette façon pragmatique et sereine d'aborder des évolutions qui mettent à mal les organisations politico-administratives en place depuis si longtemps, finira bien par prévaloir un jour dans un pays aussi crispé que l'Espagne ou aussi rigide que la France.

Altius, citius, fortius, était la devise britannique de la quinzaine passée. Plus haut, plus vite, plus fort, voilà un beau slogan pour les peuples qui veulent aller vers l'autodétermination au sein d'une Europe affranchie de frontières artificielles héritées de guerres intestines.

Legea bete behar delako

Hitz horiekin, Anjel Yuste, espetxetako zuzendaritzako idazkari nagusiak, justifikatu du bere erabakia. Josu Uribetxebarriaren baldintzapeko askatasunaren alde agertu da «...legea bete behar delako, ez da justifikaziorik Uribetxebarria preso atxikitzeke...». Beste nehork baino hobekiago ezagutzen du aipatzen duen legea...berak idatzia duelako 2000a urtean. Legeak dio hiltzeko arriskuan diren presoak libratuak izaiten ahal direla. Arrisku hori ehuneko hamarra baino gorago izan behar da ondoko hamabi hilabetetan. Josu Uribetxebarriaren kasuan medikuek diote bere bizi esperantza ehuneko hamarretan dela. Legearen neurritik bederatzi aldiz gorago... Edozein preso libratua izan litzateke ez balitz Josu Uribetxebarria izan, edozein preso libratua izan litzateke ez balitz euskal preso bat izan. Anjel Juste idazkari nagusiak gehitu du bere aitormena salatuz hartu erabakia “zaila” izan zela... Nola izaiten ahal da erabaki zaila, Josuren kasua kasik hamar aldiz sartzen delarik legepean? Zein izan dira zailtasunak? Zenbat presio? Mendeku nahikariak? Josuren kasuko larritasuna-

rekin dudak? Ez ditu aitortu larri bilakarazi dituzten arrazoiak baina, legearen izenean erabaki du eta zailtasunen gainetik euskal presoari hirugarren gradua ematea onartuz. Prozedurak Auzitegi Nazionalako Espetxe Zaintzako epailearen eskuetatik pasatu beharko du orain. Ez da asma-gin izan behar ulertzeko zailtasun berak ukanen dituela Auzitegi Nazionalako epaileak. Berdin gehiago. Astelehen honetan jakin da hamar egunez luzatzen ahalko zutela beren erabakia... hobekiago azterkatzeke. Hobekiago aztertzeke zer? Donostiako Ospitaleko medikuen eta Zaballa espetxeko arduradunen arabera, presoaren osasun egoerak "ez du atzera itzultzerik ukanen". Zer aztertu behar dute gehiago? Legea aipatzen delarik, da errealitatea gordetzeke edo disimulatzeke. Gizon baten egoerarekin jokatzeko dute, mendekuz, herraz, aiherkundez... (suite dernière page...)



Du pain sur la planche

● Peio Etcheverry-Ainchart

Une fois le 15 août passé, ça sent quand même très fort la rentrée. On a beau se dire que, dégoulinant sous 35° à l'ombre et toujours occasionnellement abordé dans la rue par quelque vacancier soucieux de savoir comment se procurer « cette charmante bourse en cuir dans laquelle boivent les indigènes », l'été a encore quelques belles semaines devant lui ; il faut bien être prof de fac pour se sentir encore pleinement en vacances. Mais pour les autres, il est temps de penser à la rentrée et au menu qu'elle nous réserve.

À grande échelle

Cette année, sur le plan politique, le « veau sera gras » (selon la fulgurante autant que bovine expression d'un philosophe luzien trop méconnu). Comment ne pas évoquer en tout premier lieu la crise économique, sociale et environnementale qui nous frappe depuis plusieurs mois, mais dont les développements à venir seront peut-être d'une ampleur inédite, de sorte qu'ils devront inévitablement appeler une réaction à la hauteur de l'enjeu de la part du monde abertzale, sous peine de voir celui-ci rester totalement hors-jeu. Car aussi grave que puissent être les problèmes à régler au Pays Basque, ils passeront toujours pour bien futiles aux yeux d'une population affrontée au risque désormais immédiat de la baisse de son niveau de vie, de la précarité de l'avenir professionnel de ses enfants, de la fragilisation de la prise en charge de ses aînés dépendants... Durant les dernières élections, alors même que ce type de scrutin éminemment « national » (au sens littéral de la représentation de la nation française à son organe législatif) les rendait particulièrement difficiles pour un mouvement périphérique, nous avons réussi à nous imposer comme la troisième voie entre l'UMP et le PS, autour d'un message assumant ces thématiques sociétales. À nous de savoir confirmer notre capacité à alimenter cette pensée globale, fondement d'une action la plus riche possible au plan local.

Mais le contexte de cette rentrée n'est pas seulement lié à la crise. Avant la fin de l'année, cela fera un an que l'une des pages les plus marquantes de l'histoire récente de notre pays aura été tournée, ayant vu coup sur coup se produire la conférence internationale d'Aiete et la déclaration de fin définitive des actions armées d'ETA. On le sait, les processus de sortie de conflit connaissent des phases, des moments critiques qui font qu'ils progressent ou au contraire se bloquent. Au vu de l'attitude des gouvernements espagnol et français depuis le début de l'année, face à une situation déjà alarmante dans le domaine de la politique carcérale et à la veille d'élections majeures en Hegoalde, quand surviendra le premier moment critique de ce nouveau processus et n'y est-on pas déjà ? Rien de doit être improvisé en la matière, et les stratégies du monde abertzale se doivent d'être concertées et cohérentes. En cela, l'application de l'accord signé entre les 5 partis au printemps sera assurément déterminant.

Institution : le moment de vérité



Dans la masse des questions posées à l'échelle du Pays Basque nord en cette rentrée, celle de l'institution semble écraser les autres. Le fait est que le contexte se révèle, là aussi, totalement nouveau. Après des années de blocage, le lancement de l'acte III de la décentralisation annoncé par le nouveau gouvernement, le fait que l'Assemblée Nationale et le Sénat soient aux mains du même parti socialiste – dont les deux députés du Pays Basque nord sont en outre favorables à une collectivité territoriale –, le fait que les abertzale y soient la troisième force électorale et aient été arbitres des dernières législatives (et sûrement des prochaines aussi), tout concourt à ce que cette vieille bataille connaisse enfin son issue. Et comme dit la chanson d'Oskorri, « bada garaia noizbait dezagun guda hori gal edo irabaz » (il est temps que cette bataille, nous la gagnions ou la perdions). En cet instant décisif, la décision du Conseil des élus sera attentivement scrutée, de même que les positions des uns et des autres.

Quant à la langue basque, la promesse de campagne de François Hollande ne saurait être reléguée aux oubliettes : certes, la ratification d'une signature pour tant à minima de la charte européenne des langues régionales serait une petite avancée, mais à nous de nous mobiliser pour qu'elle ne soit qu'un palier vers un véritable statut de co-officialité. Là encore, le PS au pouvoir devra montrer sa cohérence, lui qui était représenté à la dernière manifestation Deiadar par force candidat(e)s, depuis élu(e)s sur la base d'engagements dûment signés. Sachons leur faire confiance, sans se départir d'une vigilance imposée par l'expérience.

Des cairns sur le chemin

Nouveau pouvoir, nouvelles perspectives, donc. Mais aussi d'autres domaines d'action dans lesquels la capacité tantôt de proposition tantôt d'opposition du mouvement abertzale devra s'exprimer. Le projet de LGV bien sûr, qui s'il a pris du plomb dans l'aile avec la crise restera encore longtemps telle une ombre planant dans le ciel basque, mais aussi la question du logement dont les premières mesures adoptées par le gouvernement se sont pas pour rassurer quant à la prise en compte de la situation locale.

Pour finir, si 2013 nous permettra de souffler sur le plan électoral, ce sera pour mieux embrayer avec les bouquets d'élections de 2014 et 2015, moments majeurs à préparer le mieux possible durant les mois à venir.

Beaucoup de pain sur la planche, donc, et encore la liste n'est-elle pas exhaustive ; autant de cairns ponctuant le chemin, qui scanderont assurément le rythme de l'année qui vient, et qui appellent dès aujourd'hui l'investissement de tou(te)s.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

●●● Et réjouï que certaines plages de la côte basque aient des zones réservées aux non fumeurs... à ne pas confondre avec d'autres zones réservées aux nudistes. Que faire avec les nudistes fumeurs ?

●●● Et réjouï de la réouverture de la synagogue de Biarritz après 17 ans de fermeture pour travaux. Face au triangle d'or spirituel de la station balnéaire, chapelle impériale, église russe et St Charles, agnostiques biarrots, hâtez-vous !

●●● Et réjouï que le génial footballeur bordelais Alain Giresse, ayant reçu la légion d'honneur, se soit exclamé « les faits d'armes d'un sportif ne sont pas ceux que Napoléon avait prévu... ». Pas plus grand que Napoléon mais plus subtil.

●●● Que si l'argent ne fait pas le bonheur il ne fait pas non plus automatiquement une grande équipe de foot. Le PSG shooté aux pétrodollars du Qatar n'a fait que match nul face à la modeste équipe d'Ajaccio dont le budget n'atteint pas le montant du seul transfert de Zlatan Ibrahimovic. Un chameau même cousu d'or ne courra jamais aussi vite qu'un cheval.

●●● Pas tant que ça de la super charge de Jean-Luc Mélenchon à l'encontre de François Hollande : « les 100 jours fut une session de temps perdu'... » un président normal à la place d'un agité, et tout serait dit'... il a désamorcé le contenu insurrectionnel du vote présidentiel'. Trop d'ANPE ça aigrit!



Y-a-t-il une alternative à la production intensive du maïs?

L'introduction en Europe du maïs venant de la découverte de l'Amérique a été une étape décisive du développement économique et démographique du Pays Basque.

Iker Elozegi, ingénieur agronome et coordinateur d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, restitue la culture du maïs dans la conjoncture actuelle.

Pourquoi une telle question? En quoi la maïsiculture poserait-elle problème? C'est vrai que cette question n'a aucun sens pour le très puissant lobby maïsicole, fortement représenté en Iparralde par la Coopérative (ou plutôt) la holding Lur Berri.

Et pourtant, de partout surgissent des problèmes : banalisation des paysages (il suffit d'aller vers Pau entre le mois de juillet et d'octobre pour s'en rendre compte), problèmes de nitrates dans les cours d'eau (les maïs étant très souvent "surfertilisés" et l'azote, élément très lessivable, se retrouve toujours dans l'eau), problèmes de pesticides dans les sols ou dans l'eau (on retrouve encore en quantité de l'atrazine, désherbant utilisé massivement dans les maïs pendant plus de 40 ans et interdit depuis 2003, soit presque 10 ans), problèmes de prélèvements excessifs dans les cours d'eau pour l'irrigation etc.

Enbata: Comment se présente la culture du maïs en Pays Basque?

Iker Elozegi: Le maïs vient en 2ème position (après les prairies, très largement majoritaires) au niveau des surfaces cultivées du Pays Basque nord. C'est une plante d'origine centre américaine, qui s'est très bien adaptée aux conditions locales et qui a permis dès le 16^e siècle, d'augmenter les rendements des céréales locales et a ainsi contribué à l'augmentation de la population. C'est depuis l'utilisation des maïs "hybrides" à partir des années 50-60 que sa culture s'est intensifiée, avec tous les problèmes qui y sont liés...

En Iparralde, c'est essentiellement en Amikuze et le secteur de Bidaxune que la monoculture de maïs est présente, parfois irriguée, essentiellement sur la zone d'influence de Lur Berri. Toutes les infrastruc-

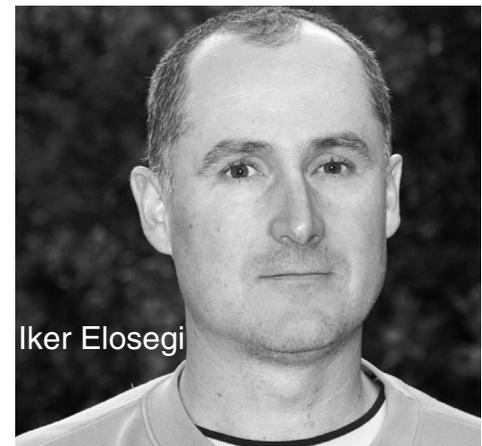
tures des coopératives (Lur Berri, Pau Eur- alis ou Maïsador) ont été intégralement orientées vers l'industrie du maïs, voire sa transformation (canard, porcs...).

Enb.: La situation a-t-elle évolué?

I.E.: Aujourd'hui, ce modèle a du plomb dans l'aile, même au niveau des paysans ! Certains d'entre eux, se rendant compte de problèmes agronomiques liés à la monoculture irriguée, souhaitant transformer leur système de production se sont tournés vers Euskal Herriko Laborantza Ganbara.

"C'est depuis l'utilisation des maïs "hybrides" à partir des années 50-60 que sa culture s'est intensifiée, avec tous les problèmes qui y sont liés..."

"La monoculture de maïs irrigué a été remplacé par d'autres cultures sans irrigation: le colza, le blé, le triticale et surtout le tournesol ont fait ainsi leur apparition dans ces fermes."



Iker Elozegi



Un accompagnement technique s'est mis en place et la monoculture de maïs irrigué a été remplacé par d'autres cultures sans irrigation : le colza, le blé, le triticale et surtout le tournesol ont fait ainsi leur apparition dans ces fermes. Cela permet aux paysans d'augmenter leur autonomie, notamment au niveau de l'alimentation des troupeaux. En

effet, si le maïs est un concentré d'énergie, il doit être complété par de la protéine, le plus souvent du tourteau de soja OGM en provenance des USA ou d'Amérique du sud. Une fois la graine de tournesol pressée, on obtient du tourteau fermier permettant de ne pas donner d'aliments OGM aux vaches ou brebis et également de l'huile qui est utilisé

2012KO AGORRILAREN 23AN

GOGOETA, EZTABAIDA ETA FORMAKUNTZA TRESNA

IMANOL MADARIAGA, TELEKOMUNIKAZIO INGENIARIA

Nork oraino sinisten du publizitatean?

MOTOMOLA
GPRS 2011
+
LIPOADAPTACION
SUSTITUIMOS SU OREJA
POR EL APARATO. PARA
SIEMPRE. SIN DOLOR

SOLO
299
EUROS

Y SIGA CONSUMIENDO A DOS MANOS!!!!

ECOLOGISTAS

CONSUMEHASTAMORIR.COM

Nork oraino sinisten du publikitatean?

*Zonbait izpiritu menperatuak
edo modaren biktimak berdin...*

*Ingurumenaren kaltetzea
(iragarki gehienak legez kanpoko
guneetan dira eta), sexismoa,
bakarrrik itxuraren kondu litaikeen
gure irudi baten lekuko.*

*Publizitateak hitz eta ideiei
balorea kentzen die.*

Denetan da.

*Jendeak kontsumitzaile izaiterak
mugatu nahi ditu eta ukaiteak
izaitzea gainditzen eta lehenesten
duen jendarte bat ordezkutzen du.*

*Sinets arazi nahi digu ongizatea edo
urostasun/zoriona kontsumitzea dela.*

*Maltzurra, ideologia desbideratzen ditu
xede bakar baterat: etekin/probetxurat.*

*Publizitatearen ideologia
bortitza eta apurtzailea da.*

*Manipulatzen du, desinformatze,
kaltetzen...*

Gogoeta hauen haritik, *Alda!*k galdezkatu du Imanol Madariaga, Telekomunikazio ingeniaria, AHTren aurka mobilizatu den garapeneriaren kontrako militantea, publikitatearen gaiari buruz ausnarketa sakontzeko!

Zer da publikitatea?

"Kotxe erosleak ekoiztea!"

Nolatan gaude gaur egun honenbeste iragarkiz inguratuta? Pentsa dezakegu iragarkiak salgai dauden gaien berri publiko egiteko tresna egokia direla, baina aspalditik helburu informatiboa gaindituta publikitatea gogoak sorrarazteko da, behar ez gunden edozeren eskaria sustatzeko. "Jadanik gure erroka ez da kotxeak ekoiztea, kotxe erosleak ekoiztea baizik" esan zuen Ameriketako enpresa nagusiaren nagusiak lantegi industrialen ekoizteko gaitasunaz jabetuta, orain dela mende erdi.

Publizitate komertziala, kutsadura bisuala
Geroztik metastasi legez eremu guztietara hedatu da, kalean non-nahi sakabana-tuta (publikoa den ingurua pribatizatu) edo etxe barneko intimitatearen sakoneraino irrati eta telebistatik sartua. Txirrin-dulazaleen artean esaten genuen bezala, kotxea garraio lana betetzeko hain desegokia da non egunero hamaika spot helarazi behar dizkigutela metale tona hori erosi eta erabiltzera animatzeko.

Enpresa potoloak dira tresna honen erabileran jaun eta jabe. Baliabide ugari dituzte bere zerbitzura: edonolako euskarriak erosteko gaitasuna, diseinatzaile eta zinemagile talentudunen sormenarekin betetzeko. Eta noski, gaitasun horiek guztiak erabilia, lortuko ez dute ba gudan eragitea?

Publizitate komertziala, pozoin soziala

Argi daukate erabakiak ez ditugula arrazionalki hartzen, gure jokabide eta erabakiak emozioek gidatzen dituztela.



Imanol Madariaga

Hortaz gure portaeran eragiteko denetarikoa sentimenduekin jolasten dute, plazerra edo inbidia, segurtasun nahia zein arriskuaren erakarpena, sexua edo musika, norberekia nahiz errebeldia. Betiere etekina ateratzeari begira jendartearen pentsamoldea kutsatzeko prest. Izan ere deigarri izateko duten bideetariko bat marra gorri etikoak zeharkatzea da.

Publizitate komertziala, satsadura mentala

Erosle lana betetzeko prest egon gaitzen gakoa guraria sortzean datza. Berdin dio egunean bi ordu lan egitea soberan ondo bizitzeko haina eskuratzeko nahiko bada ere. Asetzeke dugun desioren bat asmatu behar digute behin eta berriz. Azenariora mutur aurrean.

Beraz XX. mendeko garapen ekonomiko industrialak ekarri zuen ugaritasuna, gure beharrianak asetzeko omen zena, guregan aseezintasun kronikoaren iturri bilakatu da. Nik neuk zera nabaritzen dut ere: badakit erakargarri bezala aurkezten dizkidaten opari guzti horiek ez ditudala nahi, erdiak zabor eta guztiak ustelkeri direla, baina korronte indartsu horren kontra igeri egitearen nekeaz ere nire benetako nahiak hausnartzeko tarte txikia aurkitzen dut.

Publizitatea desarrollismo edo garapenkeriaren zutabe

Publizitatea onerako dela defendatzen duen lagunik ere badut. Adibidez telefonia mugikorraren sareen instalakuntzen inbertsioak bideragarri izan zitezen sakeleko tresnen milioika erabiltzaile behar ziren hasieratik. Horregatik jasan behar izan genuen etengabeko spot jariora, zientzia fikziozkoa izatetik, zelularra derrigorrezkoa izatera pasa zedin. Lagun hark lorpena ikusten du horretan, ez dute ordea asko txalotuko Afrikan gudetan ibilitako gazteek. Bai ba, publizitatearen eragin larriena produkzio masiboaren eredu ekonomiko jasangaitza posible egiten duela izan daiteke.

Era berean gizarte eredu zentralizatua-ren zutabe da, gizabanakoaren askatasunaren kontrakoa. Petrolio, adreilu eta porlanaren burbuilaren pitzaduratik behera goazen oraingo honetan balibideak zentzugabe xahutu izanaren erantzukizuna gizabanako guztiena dela esaten duten ahotsak entzuten ditugu goialdetik. Eta horrela da neurri batean, batez ere publizitatearen uholdean itotzeari aurre egiteko gai izan ez ginelako.

Publizitatea boikota, kolaboratzeari uko eginez

Kontua hain argi egonik nire aldetik boikot osoa du publizitateak. Zenbat eta gehiago iragarri are eta barrurago doaz nire zerranda beltzean produktu eta marka batzuk. Baina immunea izan naitekeela pentsatzea sineskeria litzake. Beti du eragina, zeharkakoa baino ez bada ere, adibidez, edertasunaren eredia moldatzen duenean.

Beraz publizitatearen aurkako defentsa aktiboa ere izan behar da. Hasteko negozio horrekin kolaboratzeari uko eginez. Gure komunikabide, ekitaldi edota blogetan lekua ematen diegunean, iragarki komertzialak gu finantzatzeko osagarriak dira edo gure zera da haiek euskarria izan dezaten aitzaki? Bilbon kaleko ordularien kasuan ez daukat dudarik, iragarkia ordularia baino hamar aldiz handiago eta ikuserrazagoa da.

Menpekotasunetik ateratzeko ekintzak!

Noizean behin ekintzaileek ikututako iragarkiak ikusten dira kaleetan, gizarte eredu honen irispide kaltegarrienak sendotzen dituzten iragarkien mezua margo edo pegatinaz salatu edota buelta emanez. Baina nire ustez errazago eta osasuntsuago da zuzenean iragarkiak kendu edo ezabatzea. Kaleko paneletan papera kendu eta argia itzaltzea eginkizun atsegina izan daiteke. Aldiz etxean bertan jasaten dugun influentzia indartsuenaren aurrean apirilean mundu mailan deitzen duten "Telebistarik gabeko astea"-rekin bat egitea da burmuina freskatzeko lehen pausua. Bigarrena, eta telebistarekiko menpekotasuna gainditzeko borondate eskasa dugunondako aproposagoa, tramankulu hori etxetik at mantentzea.



Lehen beroak, giro beroak!

Intxai

Bero egarria sendi da herrian. Bero igarria. Astebururik ez da herriko bes-tarik gertatu gabe. Besta haundi, besta ttipi, besta luze, besta labur, xuri ta gorri...edo ez.

Herri oso baten elkartzea erakusten dute, ingurukoek ere haien saltsa ekartzen dutelarik.

Bestek, ez dute herritartasunaren mamia irudikatzen, hau urte osoan lantzen delako, bainan, haien indarra koxkoa bezain azkarra da... porroxketan ez bada erortzen (hain zile-gia).

Haien izaitea garrantzitsua da. Parte-hartzea ezinbestekoa, bederen norberaren herrian. Diskotekek ere, ez dute hainbeste argi eskaintzen. Uda da, bestak hor dira eta untsa erortzen da, jendea delako kaldan, neguko giroaren aldan. Antzinaroko griña da, batek erran zuelako: "*bide guziek rhum-arat ekartzen dute*". Basoetan gal gitezke alkohola guzien basoan. Jota Be irabazi arte! Beste(e)n sustatzeak mozkor bat baino gehiago ekar dezake, herri guzia biltzen delako... behintzat hauteskundeentzat ez denez.

Bil ta hi-rekin ibil (edo zipil)! Kartako eskaintzak berdintsuak dira, nahiz eta kulturaliki ez diren hoinbertze bertsuak.

Bestenaz jan talo, zikiro, ehungarren bala, lehendabiziko bala negu gorrian gertatzen delako, kabalkada ta toberak (hauetan irriz ari) ... edo baserriko afari bat (a)hatsa berritzeko!

Etxe-inguruek ere haien xarma dute, mugitu ezin direnenganako urratsa erakusten baitu, batzuetan zeharka ere heltzen bada (egun bukaeran sustut!).

Beraz, jalgi giten plazarat, etxean ez delako deus egitekorik!

Uztailen arraildu eta uzta bildu, ondo-ko agorrilean indarrak agortzeko hila-betea heldu delako, ondokoan buru hila eremaiteko espalden gainean, laugarrenean ateratzeko gogo urria ukaiteko!...Bainan, ez abandonatu urte berrirako!

Bestak baliatzeko eginak dira...ttipienak ere giro haundiena sor dezake: bi kantu, bi astokeri, bi irri eta bi era!

Eskualde guziek ez dute xantza hori.

Zinez onenak ditugu hemen: *the best of basque country!*

IDOIA INTXAURBE

ELAko Azterketa Bulegoa



Greziako egoera larria

Greziak, TROIKAk ezarritako politika zorrotzen ondorioz bizi duen egoera latza dela eta otsailaren 28 eta 29an Europako delegazio batek Atenas bisitatu zuen eta bertako mugimendu sozial, sindikatu, talde politiko, komunikabide eta bertako biztanleriarekin topaketak antolatu ziren.

Delegazioa Europako 22 pertsonen osatzen zuten.

Delegazio honek hiru helburu izan ditu:

✓Greziako herritarrek bizi duten egoera latza ezagutzea

✓Egiten ari diren borrokekin elkartzasuna adieraztea

✓Erakundeen arteko lankidetzari ekiteko bideak urratzea.

Delegazioaren ikuspuntutik, elkartu ginen jendeak adierazitakoa honela laburbildu daiteke:

✓Greziarrak TROIKAk ezartzen dituen murrizketa programak garesti ordaintzen ari dira: pentsio eta soldaten murrizketak, zerbitzu publikoen deusezteak, pobrezia eta gosea. Egoerak okerrera egiten du egunetik egunera.

✓Greziarren eskaera nagusia, Europako eta nazioarteko mugimenduekin TROIKAren neurrien aurkako mobilizazio eta erantzun amankomunak sortzea da.

✓TROIKAren planen aurrean jendearen gaitzespena geroz eta handiagoa da. Badakite neurri hauekin Europako sistema finantzieroa babestu nahi dutela eta bitartean Europako biztanleria konbentzitu nahi dute murrizketa neurriak onartu behar ditugula greziarren pare bukatu nahi ez badugu.

✓Demokrazia guztiz suntsitu da. TROIKAk neurriak inposatzen ditu, Greziako politikoei neurri beraien oneritzia ematen diete eta biztanleriak jasaten ditu.

Neurri bortitzak justifikatu nahiz

Gobernu greziarrak eta TROIKAk benetako ez den irudi bat saldu nahi dute bai European eta baita greziarren artean ere aplikatzen dituzten neurri bortitzak justifikatzeko.

Gizartearen egoera larria da. Bizibaldintzak erabat eskatu dira. Biztanleriaren %20a, hau da, 2,2 milioi pertsona (Greziak 11 milioi biztanle ditu) pobrezia mailaren azpitik bizi da.

Denbora honetan onartu diren neurriek jendearengan izan dituen eraginak gogorrrak izan dira:

✓Sektore publikoko langileen soldatak %55 inguru murriztu zira

✓Langileen pentsioak murriztu dira eta jubilaziorako adina luzatu da (70 urterarte)

✓Sektore publikoko milaka langile kale-ratu dituzte

✓Gizarte gastuan murrizketa handiak.

✓Elektrizitatearen, telefono zerbitzuaren, uraren, garraioaren, etab. pribatizazioa.

✓Aberastasun publikoaren salmenta inbertsore pribatuei. Honek hondamendi ekologiko bat ere eragingo du.

✓Negoziazio kolektiboaren akordioaren suntsitzea, banakako akordioak ezarritik. Langileen kaleratze merkeak ezarri dituzte eta sektore publikoan ez dago negoziazio kolektiborik.

✓Langileriaren eta orokorrean biztanleriaren aurka doazen neurri fiskalak aplikatzen dituzte.

✓Zergak langile eta pentsiodunentzat igo dira bitartean enpresentzat jaitsi direlarik.

✓Zor publikoa 2009an BPGdren %120koa zen. 2011. urtean %162 ingurukoa izan eta 2012an %172raino igotzea espero da eta 2015ean baliteke %200eraino iristea.

✓2009an langabezia Grezian %9koa zen zifra ofizialen arabera eta 2011an portzentai hori %20raino pasatu da.

Eraso guzti hauen aurrean mobilizazioa eta borroka da greziarren erantzuna.

Eraikin publikoak okupatzen dituzte eta azken bi urteetan 16 greba orokor deitu dituzte.

Politika neoliberalen aurka borrokatzen dute.

Greziarrak ez dira krisi ekonomiko honen errudunak eta hori ikusarazi nahi dute European.

Politika neo-liberalei aurre

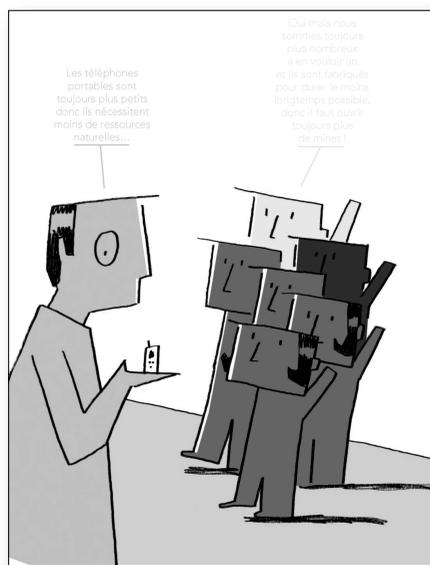
Esan daiteke Grezian egiten ari direna esperimentu bat dela, ondoren Europako hainbat herrialdeetan aplikatzen hasiko direnak.

Hori dela eta beharrezkoa da jendea kontzientziazteko politika neoliberal hauei aurre egiteko.

Delegazio honen bisitarekin elkarlanerako bideak eraiki dira.

Beharrezkoa da agenda amankomun bat lantzea politika neoliberalen aurka egiteko.

Trop c'est trop



Le réseau "Une seule planète" a été créé par plusieurs organisations d'Europe et de pays du Sud afin de sensibiliser les citoyens et d'interpeller les décideurs sur les enjeux d'une gestion durable des ressources naturelles pour le développement de tou(te)s.

L'exploitation des ressources naturelles comme les terres fertiles, l'eau, le bois ou encore les minerais constituent le socle du développement des sociétés humaines. Mais, depuis la révolution industrielle en Europe au XIX^{ème} siècle, ces prélèvements ont explosé. Au cours des trente dernières années, l'Humanité a augmenté de 50 % l'extraction de ressources naturelles. Chaque année, c'est désormais 60 milliards de tonnes de ressources naturelles qui sont prélevées des écosystèmes et des mines, soit l'équivalent du poids d'une Tour Eiffel toutes les secondes. De nombreux écosystèmes sont au bord de la rupture et la liste des espèces animales et végétales menacées s'allonge chaque année. Par ailleurs les modes d'exploitation de ces ressources naturelles sont souvent source de violation des droits des populations du Sud de la planète, de mise en péril de leurs cultures et de leurs modes de vie.

Plutôt que d'être un droit fondamental, l'accès aux ressources naturelles et aux terres est devenu un enjeu géostratégique crucial. Un peu partout dans le monde les conflits se multiplient entre des communautés locales et des entreprises. L'Humanité est en train de franchir un nouveau seuil, celui au-delà duquel la frénésie de consommation des plus riches menace la survie même des plus pauvres c'est-à-dire leur capacité à répondre à leurs besoins vitaux. Comment en est-on arrivé là ? À quelles conditions cette situation est-elle réversible ?

Trop, c'est trop !

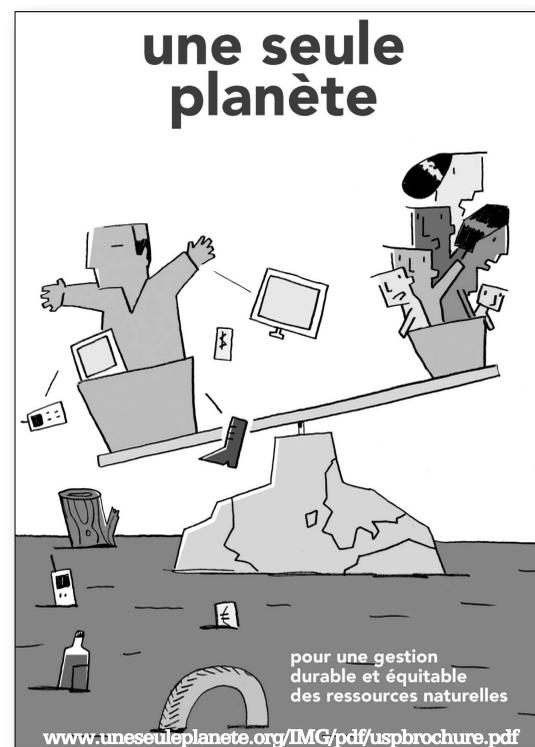
Les technologies de l'information et de la communication sont probablement le secteur d'activité qui a connu la plus forte expansion et transformation ces dernières décennies. Des objets comme l'ordinateur ou le téléphone portable se sont à la fois considérablement miniaturisés et généralisés. Pour pouvoir alimenter les usines de composants, le nombre de mines à ciel ouvert ou souterraines de cuivre, de nickel, d'or ou encore d'aluminium a énormément augmenté. Or, l'industrie minière est l'une des plus néfastes pour l'environnement et les communautés locales : destruction de la biodiversité, rejet de produits toxiques dans les rivières, pollution de l'air, conditions de travail pénibles et dégradantes pour la santé.

18 mois, c'est la durée de vie moyenne d'un téléphone portable

Les téléphones mobiles ont beaucoup évolué depuis le premier modèle commercialisé en 1983 qui pesait près de 500g. Aujourd'hui, leur poids a quasiment été divisé par cinq, ce qui diminue d'autant la quantité de ressources naturelles nécessaires à leur fabrication. Écologique le téléphone portable alors ? Pas vraiment puisque s'il faut moins de ressources naturelles pour fabriquer un téléphone portable, ce gain d'efficacité a été largement dépassé par un nombre croissant de téléphones portables commercialisés et la diminution de leur durée de vie.

C'est ce que l'on appelle l'«*effet rebond*». Le téléphone portable est devenu un objet de mode, qu'il faut remplacer régulièrement pour afficher sa modernité : aujourd'hui, plus de 500 millions de téléphones portables obsolètes s'accumulent dans les décharges du monde entier. Pour vendre toujours plus, les industriels rechignent à concevoir des produits réparables et adaptables, conçus pour durer. Par exemple, la batterie de l'Iphone d'Apple est soudée au téléphone: quand la batterie est morte au bout de quelques années, c'est le téléphone entier qu'il faut jeter alors qu'il serait si simple de changer la batterie ! La fabrication d'un téléphone portable nécessite de nombreux minerais : cuivre, fer, nickel, argent, zinc et en plus petite quantité aluminium, coltan, or, étain, manganèse, palladium et platine.

Alors que ces composants pourraient être réutilisés pour fabriquer un nouvel appareil, le taux de recyclage des téléphones portables reste très faible (entre 1% et 15% selon les pays).



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

comme carburant dans les tracteurs.

Enb.: Quel est le rôle d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara?

I.E.: En parallèle à ce travail technique, Euskal Herriko Laborantza Ganbara essaie en 2008 de mobiliser des moyens financiers pour les paysans qui s'engagent dans cette démarche.

En effet, il faut savoir que dans ce panorama où tout semble mis en place par les lobbies et la FNSEA pour assurer une matière première la moins chère possible pour l'agro-industrie, il existe des outils pour aider à la modification des pratiques agricoles. Il s'agit par exemple des MAET (Mesures agro-environnementales territorialisées), qui permettent, dans le cas où des paysans s'engagent sur leurs terres, de les rémunérer pendant cinq ans en contre partie de pratiques agricoles réduisant leur impact sur l'environnement. Un dossier est préparé et envoyé à l'instance administrative correspondante à Bordeaux, la CRAE (Commission régionale Agro-environnementale). Et là, contre toute attente, le DRAF refuse que notre dossier soit examiné au sein de cette instance, sous prétexte que Euskal Herriko Laborantza Ganbara a un litige avec l'Etat. Le dossier est toujours au Tribunal administratif...

Enb.: Comment se déroule l'étude de ce dossier?

I.E.: Un dossier de demande d'aides est également présenté à l'Agence de l'Eau Adour-Garonne et au Conseil général en 2008 pour aider au financement de l'accompagnement technique. Ce dossier n'est pas présenté par Euskal Herriko Laborantza Ganbara, mais par l'AFI (Association pour la Formation et l'Information), pour laquelle Laborantza Ganbara joue le rôle de prestataire de service. Il s'agit d'un "petit" dossier mais qui visiblement pose problème au lobby maïsicole. En effet, lorsqu'il est présenté à la Commission des interventions de l'Agence de l'Eau Adour Garonne en octobre 2008, le représentant de ce lobby, également vice président de la Chambre d'agriculture de Pau, monte au créneau... La décision est repoussée et il est demandé à l'AFI de monter un comité de pilotage, avec la Chambre de Pau etc... Quelques mois de plus et le dossier passe, avec l'intervention efficace de quelques élus, dont Alain Iriart et Dominique Gibaud-Gentili. Un tabou a sauté, mais il en a fallu, de l'énergie!

Mars 2012 : Euskal Herriko Laborantza Ganbara présente un dossier à la CRAE avec comme objectif la reconquête de la qualité des eaux de la Bidouze, permettant aux paysans du canton d'Amikuze dont les terres sont dans les 15 communes du bassin versant de la Bidouze, d'engager leurs



parcelles. Concrètement, ils peuvent s'engager à arrêter d'irriguer ces parcelles pendant 5 années (253 € /ha/an), à réduire les quantités d'azote épandues (139 € /ha/an), à réduire de 40 % les quantités d'herbicides (82 € /ha/an) ou à combiner réduction fertilisation et herbicides pour 221 € /ha/an utilisés sur les surfaces en maïs ou autres grandes cultures. L'engagement était à faire pour le 15 mai, date de dépôt de la déclaration PAC.

Au bout de 4 ans, Euskal Herriko Laborantza Ganbara a réussi à activer des outils qui existent depuis de nombreuses années!

Un tabou tombe au niveau de l'Agence de l'eau, un autre au niveau de la CRAE, c'est également comme cela qu'on transforme le modèle agricole!

Zer dira artoaren ureztatzearen problemak ?

Artoa Ameriketatik heldu zauku, orai Guatemala, Mexiko deitzen diren eskualdetatik. Berotasuna eta humitasuna behar ditu eta gure xokoetan, klima egokia izanez, biziki ongi pusatzen da. Hemengo laborariek ere ukana dute denbora azken 3-4 mendeetan landare berri honen selekzionatzeko eta lantzeko...

Azken 40 urteetan dira gauzak azkarki kanbiatu, arto «hibridoekin»: intentsifikazio az-

kar bat gertatu da eta lekuko kooperatifik ureztatzeari buruz pusatu ditu laborariak.

Arazoa hau da: artoaren ur beharrak preseski erreketan ur gutien den mementuan dira gorenak: uztail eta agorriean.

Ureztatzeko bi molde badira, zuzenean erreketan ponpatuz edo ureztatzeko erreserbak baliatuz (hala nola Domintxinekoa).

Batzuek pentsa dezakete aski dela neguko euri « soberakinak » erreserba batean atxikitzea gero udan ureztatzeko. Ahanzten dute errekek, uraren zikloak badutela heien funtzioea eta ez direla arazorik gabe gure nahietarat plegatzen ahal !

Bestalde, artoa intentsiboki eremaiten delarik pozoin eta azota ainitz emaiten da eta horiek urean atxemaiten dira ondotik : Bre-tainian alga berdeen eragile nagusiak diren nitrata famatu horiek, pestizidak urean eta abar...

Ureztatzeak eta bereziki urtez urte leku berean artoa ereiteak lurrak tinkatzen ditu eta urte batzuen buruan, lurrari bere emankortasuna ttipitzen zaio...

Artoa ez da berez landare « gaixto » bat, bere lekua badu gure alorretan. Problema da nola landua den eta monokultura sistema intentsibotik nola ateratzen den.





L'institution Pays Basque

Les états généraux des territoires organisés par le Sénat se dérouleront les 4 et 5 octobre. Le Conseil des élus du Pays basque entend y défendre la proposition d'une collectivité territoriale à statut particulier. Nous avons demandé à la nouvelle députée socialiste Sylviane Alaux de faire le point sur ce choix.

Enbata: Lors de l'assemblée plénière du Conseil des élus, le 19 juillet, alors que prenait forme le projet de collectivité territoriale spécifique, vous avez annoncé votre intention de rencontrer la ministre en charge de la Décentralisation, Marylise Lebranchu, pour l'informer des travaux menés en Pays Basque. Qu'en est-il?

Sylviane Alaux : J'ai eu l'occasion d'évoquer ce sujet avec la Ministre, mais trop rapidement pour que je puisse parler de véritable rencontre ; cependant j'ai pu constater qu'elle manifeste un intérêt certain pour nos travaux. Je viens donc d'officialiser ma demande d'entretien pour la rentrée de septembre, et pour lequel je serai accompagnée par ma collègue Colette Capdevielle.

Enb.: Pour avoir participé activement à l'action de Batera et porté comme priorité de vos engagements de campagne législative la création d'une institution Pays Basque, pensez-vous que les conjonctures politiques locale et française nous soient favorables?

S.A.: Nous sommes aujourd'hui dans un contexte nouveau : volonté du Président François Hollande pour engager une nouvelle étape de la décentralisation ; mise en

oeuvre d'un travail de concertation avec les territoires (Assises Régionales de la Décentralisation), travaux du Sénat.

Un processus est enclenché, notre territoire doit se saisir de ces opportunités pour faire entendre sa voix, et trouver sa place dans cette nouvelle avancée démocratique.

Un consensus se dessine, la revendication territoriale est largement portée par le monde économique, culturel, social.

Des vocations de dernière minute se font jour ? Accueillons-les avec satisfaction, cela nous prouve que la maturité acquise avec Pays Basque 2010, Pays Basque 2020 porte ses fruits.

Enb.: Vous connaissez les courants contradictoires sur le thème de la collectivité territoriale basque qui traverse votre parti. Le PS et François Mitterrand, en 1981, pourtant engagés sur le "département Pays Basque", y ont finalement renoncé contrairement à l'octroi d'un statut particulier pour la Corse. Pensez-vous que l'actuel consensus local puisse cette fois-ci faire inscrire notre aspiration dans l'acte III de la décentralisation voulu par François Hollande?

S.A.: Même si ma conviction est profonde, je n'occulte pas le fait que notre revendica-

"Si ma conviction est profonde, je n'occulte pas le fait que notre revendication nécessitera également un travail de pédagogie auprès des structures politiques, que ce soit le PS ou d'autres."



Sylviane Alaux

tion nécessitera également un travail de pédagogie auprès des structures politiques, que ce soit le PS ou d'autres.

Mais vous avez raison de rappeler qu'une des clefs de sa réussite sera un consensus fort et affirmé, et nous devons tous y travailler.

Enb.: Comptez-vous vous engager personnellement dans une probable négociation avec la nouveau pouvoir central? De même, dans la rédaction du projet définitif du Conseil des élus?

S.A.: Mon engagement personnel est un engagement d'honneur, et je compte bien prendre toute ma part dans l'accomplissement de nos travaux et de nos démarches.

Enb.: Quel serait le calendrier possible pour mener à bien cette réforme historiquement portée par le Pays Basque?

S.A.: Soyons surtout très attentifs au calendrier du Gouvernement pour ne pas rater les opportunités à saisir!

Universités d'été d'AB

MACAYE, Etxetoa (près l'Eglise)

Judi 30 août :

15:00 - 18:00

Bilan de l'année

En introduction, une rétrospective de l'année passée, afin de se mettre dans le bain de cette nouvelle session. Cette année nous avons participé dans plusieurs chantiers (Conférence de Paix d'Aiete, travail commun entre les 5 partis abertzale, EHBai législatives...)

19:00 - 21:00

Deneri irekia / Ouvert à tou-te-s

Analyse socio-économique d'Ipar Euskal Herri

Xole MARILUZ professeur d'économie et membre de Gaindegia nous expliquera :

La situation de l'évolution démographique

Les secteurs productifs

Les entreprises et la crise

Vendredi 31 août

10:00 - 12:30

Les prochaines étapes : avec qui et comment ?

Beaucoup de changement dans le panorama politique en Euskal Herri. AB s'investit

dans divers mouvements et initiatives. AB veut profiter de l'été pour mener une réflexion sur: quelles sont les priorités — comment s'organiser — quel délai... etc.

15:00 - 18:00 Deneri irekia / Ouvert à tous
François MIMIAGUE: statisticien, prof. d'université Bordeaux

Pour la 1ère fois, à la fin de l'année 2011, une enquête a été faite en Ipar Euskal Herri, auprès du mouvement abertzale de gauche. François Mimiague présentera les résultats de cette enquête.

19:00 - 21:00



Lettre ouverte à Mr Mélenchon

Avant la campagne électorale, j'avoue que je ne vous connaissais guère que de renom, puis peu à peu après vos interventions télévisées, j'ai été un moment séduit par le personnage atypique que vous incarnez : ancien socialiste, nouveau communiste anarchisant et toutes tendances confondues, proche des plus grands druides de la langue de la République une et indivisible...

Quand bien même la plupart de vos concurrents jouaient sous le fardeau de la « dette », égrenant des chiffres à donner le tournis aux petites gens dont je fais partie, vous excelliez dans de superbes envolées lyriques en jonglant avec les métaphores du calendrier républicain et la démagogie la plus fantaisiste ! Et ce, devant des foules immenses comme à Toulouse.

Brillantissime tribun, vous êtes en outre un redoutable et redouté prédateur médiatique. Nombre de téléspectateurs ont suivi ce monologue qui vous est propre, alternant titillation et provocation, avec un aplomb inouï ! Cependant, et bien que paraissant fort embarrassée, ce soir là vous n'arrivâtes point à désarçonner Le Pen !... Lors des législatives cette dernière vous rendit la monnaie de la pièce, quand vous osâtes piétiner ses plates bandes. En vous infligeant une ruade imparable, elle anéantit sur le champ toutes vos ambitions politiques !

Ces péripéties sont finalement sans importance, si vous le permettez je rentrerai dans le vif du sujet : votre prise de position en 2009, au sujet des langues régionales, en compagnie de votre acolyte Charasse.

En ces temps là, vous avez l'un comme l'autre soutenu des propos méprisants à l'encontre de milliers de personnes

! Diatribes qui vont de la potée auvergnate à « l'ethnisme ». En somme, le spectre d'un Valmy culturel des temps modernes. Comme si des langues, condamnées elles-mêmes à l'extinction, pouvaient porter ombrage à la langue de Molière : n'importe quoi !

Mais alors que vous semblez vous réjouir de penser que les langues régionales s'envolent en fumée, ne voyez-vous pas que vous avez le feu dans votre propre maison ? N'êtes-vous pas sans savoir la nouvelle donne de l'enseignement supérieur ? Ces étudiants étrangers futurs ingénieurs, cadres d'entreprise, managers, qui à quelques rares exceptions près, ne sont plus qu'anglophones ! Désormais plusieurs universités dispensent leurs cours et décernent leurs diplômes en anglais ! Quelques rares d'entre elles, refusant ce contexte, sont amenées à faire de la résistance, et ce en plein Paris : on croit rêver ! Seuls les étudiants ressortissant de pays francophones permettent d'assurer la pratique de la langue française dans les universités de France. Mais jusqu'à quand ? Les étudiants d'Afrique pourtant francophones, sont désormais attirés par des villes telles que Pékin ou Moscou, intérêts économiques obligent !

Le français ne rayonne guère plus que dans l'hexagone, une partie de la Belgique, un tiers de la Suisse, et quelques isolats à Saint-Pétersbourg, Tchèque, Roumanie et Canada, et bien évidemment en Afrique, mais jusqu'à quand ? La splendeur du siècle des lumières est en plein déclin, et la langue française technologiquement, scientifiquement et économiquement parlant, est une langue de second plan ! Messieurs les bourgeois triomphants, cessez

de toiser les minorités car elles regorgent elles aussi de savoir et de sagesse populaire, qui seront vitales, je dis bien vitales, après les ravages du tsunami de la mondialisation. Regardez les pays voisins et faites de même en matière de politique linguistique, en reconsidérant et en officialisant l'alsacien, l'auvergnat, le basque, le breton, le corse, et le gascon... A moins que dans votre philosophie seul le français ait droit de cité !

Si c'est le cas, je puis en tant que basque vous affirmer que devant l'impitoyable prédominance des langues dominantes, le drame que nous vivons, toutes proportions gardées, sera celui de vos enfants et petits enfants. Les cocoricos des olympiades et la frénésie cocardière des stades, ne suffiront pas à endiguer la tendance. Alors, commencez par balayer devant votre porte !

Monsieur Mélenchon, même après deux empires, plusieurs guerres, dont deux mondiales, vous êtes toujours deux siècles plus tard, un néojacobin ultra attardé ! Mais consolez vous, tout en étant un candidat de circonstance, vous avez quand-même obtenu un groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale. Mieux ! A l'instar d'un Fabre d'Eglantine, poète délicat qui par le calendrier républicain élaborait le chef d'œuvre de sa courte vie, vous n'avez été, si j'ose dire, guillotiné que politiquement.

Avec vos talents indéniables, il vous reste encore un point de chute chez les verts. Les verts de l'Académie Française... Mais au fait, voudront-ils de vous ? That is the question. Pardon, telle est la question.

**Jean-Michel BEDAXAGAR
Forgeron**

Udalbilza

Deneri irekia / Ouvert à tou-te-s
Hizlariak / Intervenant-e-s : Iker ELIZALDE (Hendaia hautetsi) - Maite ITURRE (Baztango hautetsi) - Iratxe ABERASTURI (Gasteizko hautetsi—konfirmetzekoa / à confirmer).

850 élu-e-s ont signé l'appel pour une réorganisation d'une Assemblée des Elu-e-s du P. Basque. Quels sont les axes de travail ? Comment sera-t-elle composée ? Quel fonctionnement ? Autant de questions qui méritent d'être approfondies.

Samedi 1er septembre

Cette journée est organisée par l'associa-

tion Bil gaiten avec le soutien des partis
AB / BATASUNA / EA

Préparons les Assises Municipales en mars 2013

Les élu-e-s de BIL GAITEN ont présenté une initiative qui vise au rassemblement des différentes sensibilités abertzale pour:
1) Approfondir et rendre cohérent un projet de société, un programme fondé sur des valeurs abertzale, de gauche et écologiste,
2) Valoriser les groupes locaux et les initiatives locales déjà en place, 3) Aider les futurs candidat-e-s à se former et soutenir

les individus dans les communes sans groupes locaux à s'organiser. AB, BATASUNA et EA s'associent pleinement à cette initiative.

4 ateliers sont programmés :

- Elaboration du projet politique,
 - Etat des lieux et dynamisation des groupes locaux,
 - Communication et organisation,
 - Financement et gestion de l'initiative,
- Pour plus de renseignements et inscriptions, appelez ou laissez par mail vos coordonnées à AB.



Un été chaud, une rentrée politique torride.

● Xabi Larralde

Comme c'est souvent le cas, l'actualité estivale nous offre un avant-goût de ce que sera la rentrée politique. Ainsi, au cœur de l'été trois actualités ont retenu mon attention. Ces dernières semaines, bien évidemment, celle concernant d'abord le cas de Iosu Uribetxebarria. Une grosse bataille est ouverte aujourd'hui sur la question des pesos. Nous devons mettre fin aux mesures d'exception dont ils pâtissent, et ensuite les ramener dans nos foyers. Cette lutte requiert la mobilisation massive de tous, avec d'ores et déjà un rendez-vous fixé avec la manifestation du 13 octobre prochain à Bayonne. La seconde actualité est relative aux débats sur le devenir institutionnel d'Iparralde. Les travaux du Conseil des Elus ont continué durant le mois de juillet. Reste à savoir maintenant quelle sera la mouture concrète de la proposition qui va se dessiner au début de l'automne. Enfin, la troisième actualité est liée à la crise économique, avec la mise sous pression de l'Espagne et de l'Italie cet été. Plus que jamais, ces deux Etats représentent les deux maillons faibles par lesquels l'euro pourrait voler en éclat. Soyons conscients qu'une bonne partie de la problématique des nations sans Etats se jouent à ce niveau là. Le schéma libéral a créé des déséquilibres qui mettent en péril les soubassements même du projet européen. Ainsi, derrière la crise des dettes

publiques se cache la réalité d'une Europe à deux vitesses. D'un côté, l'Europe du nord, avec en tête l'Allemagne qui a bénéficié d'une zone de change unique pour renforcer sa position industrielle. Et de l'autre, l'Europe du Sud qui a subi un processus de désindustrialisation et de tertiarisation de l'économie. Le dogme libéral avait établi que le marché et la monnaie uniques conduiraient à la convergence des différentes économies, c'est tout le contraire qui s'est produit ! Le projet européen est donc à la croisée des chemins. Soit le carcan libéral est relâché, et on avance vers des modalités plus fortes de mutualisation et de coopération, et donc en direction d'un modèle européen plus fédéral, et... social. Soit, on s'accroche au dogme libéral, et la dégénérescence de la crise économique pourrait entraîner l'éclatement de la zone euro. Je ne suis pas pour l'euro tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Mais l'éventualité d'un éclatement de la zone euro me préoccupe. Elle aurait, me semble-t-il, des conséquences politiques assez néfastes : notamment, une montée des nationalismes en Europe et la mise à mal pour longtemps, de l'idée d'une coopération entre nations européennes. Par ailleurs, dans ce scénario là, je crois qu'il sera difficile de faire avancer en Europe l'idée des droits de nos nations sans Etat... Car dans le contexte actuel déjà, la problématique des

“ Je ne suis pas pour l'euro tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Mais l'éventualité d'un éclatement de la zone euro me préoccupe. Elle aurait, me semble-t-il, des conséquences politiques assez néfastes

identités nationales se retrouve dans une configuration très délicate. En effet, l'interprétation qui risque de dominer en Europe autour de cas comme ceux du Pays Basque, de la Catalogne, de la Flandre, ou pour certains de la Padanie en Italie, c'est que des régions « riches » et dynamiques au niveau économique jouent la carte du séparatisme, en refusant d'être « solidaires » avec les autres. Alors, quels enseignements tirer de ce panorama ? Une nouvelle séquence de l'histoire est en marche, et les abertzale non plus ne peuvent se contenter de leur « cocon » idéologique. Nous devons faire l'effort de comprendre les tenants et aboutissants de la grave crise économique et sociale qui est en train de se dérouler sous nos yeux. Et plus que jamais nous devons être acteurs de cette conjoncture. Cela veut dire être capables d'apporter notre pierre à l'édifice de la conception d'un nouveau projet sociétal et de la mise en œuvre de pratiques alternatives au système actuel. Cela signifie aussi, participer de plein pied aux mouvements et aux luttes sociales qui sont les seuls garants d'un débouché positif de la crise actuelle. Si l'été a été chaud, je pense que la rentrée politique sera torride !

Sur votre agenda

- **Dimanche 26, HAZPARNE** (Hazparneko Eihartzeako) 3ème édition d'Arteguna, dédiée aux arts de la rue.
- **Jusqu'au 1er septembre DONIBANE LOHITZUN** exposition Erakusketa Ganas
- **Lundi 27, BAIGORRI** XIIIème Festival de Musique de Basse Navarre

Dans vos lectures ayez du flair...



... abonnez-vous à Enbata

Legea bete behar delako

(suite de la page 2)

Iparraldean Josuren kasuak kontsentsu politiko zabal bat sortu du, Ipar Euskal Herriko hiru diputatuak eta bi senatorrek beren sostengua ekarriz euskal presoaren kasuari. Jakin da ere Colette Capdevielle et Sylviane Alaux-k, Christiane Taubira frantses justizia ministroari idatzia zutela, hitzordu bat galdeginez gai hortaz mintzatzeko. Gizarteko sostenguak ez dira kontatzen, Bilbotik Garazirat, ehunka, milaka euskaldunek eta bost ehun euskal preso politikoeak salatzen dute espainol gobernamenduaren egin molde lotsagarria. Hamarnaka kide arrastatuak dira egunero sostengu ekintzetan... bakarrik « legea bete behar dela » oroitarazteko.

Sommaire

1CAHIER N°1 ENBATA	
Alternative au maïs ?	4 et 9
Institution Pays Basque	10 et 11
1CAHIER N°2 «ALDA!»	quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190